



La chronique de
CATHERINE AUBERTIN

économiste de l'environnement, directrice de recherche
à l'IRD et membre de l'UMR Paloc
au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris

DES GUERRES CONTRE NATURE

Le conflit en Ukraine, par ses répercussions sur la production agricole, se double d'une guerre contre la nature au nom de la sécurité alimentaire. Quel aveuglement !



L'Ukraine, un champ de bataille pour plusieurs guerres.

En février 2021, Antonio Guerres, secrétaire général des Nations unies, déclarait : « Pendant trop longtemps, nous avons mené une guerre insensée et suicidaire contre la nature. » La pandémie de Covid venait tout souligner les liens entre la santé de la planète et celle des humains et des autres vivants. Pourtant, les milliards de dollars des plans de relance ont contribué avant tout à celle de la croissance économique et à atteindre en 2021 un niveau record d'émissions mondiales de CO₂.

Aujourd'hui, cette déclaration reprend tout son sens avec la guerre en Ukraine, que l'on peut aussi analyser comme un conflit pour l'usage des meilleures terres agricoles. En brandissant la menace sur la sécurité alimentaire, sans admettre que celle-ci commence par le maintien de terres en bon état, les politiques et les lobbies de l'agriculture industrielle poursuivent leur guerre contre la nature.

Scientifiques et ONG ont fortement réagi aux déclarations du Commissaire

européen à l'agriculture Janusz Wojciechowski : « Si la sécurité alimentaire est en danger, alors nous devons réexaminer les objectifs de la stratégie F2F (*Farm to Fork*, soit « De la fourche à la fourchette ») et les corriger [...] »

**On ne nourrira pas
le monde avec
une nature dévastée**

Le F2F, volet agricole du Pacte vert, s'inspire des rapports du Giec et de l'IPBES pointant l'agriculture industrielle comme principale cause des émissions de gaz à effet de serre et de destruction de la biodiversité. Il vise à réduire l'usage des pesticides et des engrais à l'horizon 2030. Il soutient la conversion d'un quart des terres cultivées à l'agriculture biologique et la diminution de 10 % de l'emprise agricole.

Bien avant la guerre en Ukraine, les lobbies de l'agrochimie avaient dénoncé un plan de décroissance, estimant une chute jusqu'à 30 % de la production agricole par des calculs ne prenant en compte ni l'évolution de la demande ni les innovations agricoles. Le gouvernement français était déjà revenu sur l'interdiction des néonicotinoïdes pour les betteraviers et faisait traîner celle du glyphosate. Puis, au son du slogan « Numérique, Robotique et Génétique » de son plan France 2030, le président a appelé notamment lors du salon de l'agriculture à produire plus.

A-t-on besoin de produire plus quand, dans l'Union européenne, 43 % de la biomasse et les deux tiers des surfaces agricoles sont consacrées à l'alimentation animale, contre 13 % à l'alimentation humaine, 23 % pour les biomatériaux et 20 % pour l'énergie, et alors que 20 % de la production est perdue par gaspillage ?

Produire plus nécessiterait d'augmenter les rendements et étendre les surfaces cultivées. Or les rendements de l'agriculture industrielle ont atteint un plateau. L'utilisation accrue d'intrants dépendants du pétrole et du gaz naturel n'y changerait pas grand-chose, mais aggraverait encore la dégradation des sols, la réduction de la biodiversité et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Quant à l'extension de l'agriculture intensive permise par la commission européenne sur les 4 % de jachères prévues par la PAC, elle déstockera du carbone et menacera les surfaces à « haute valeur naturelle » dans les zones de production agricole. Ces coûts seront-ils imputés aux productions ?

Et pour qui s'agit-il de produire plus ? La sécurité alimentaire est une question d'accès à la nourriture pour les populations à faibles revenus ou victimes de conflits. Quant à « nourrir l'Afrique », il serait opportun de renforcer le programme alimentaire mondial, d'aider à diversifier l'alimentation de base et de réduire la dépendance aux importations dont le prix dépend des spéculateurs et... des guerres. Faut-il répondre à la guerre entre les hommes en intensifiant celle contre la nature ? ■

en direct de l'auditorium — en replay sur cite-sciences.fr — accès libre

En juin, repoussez les limites du ciel! Venez revivre la formidable aventure de l'exploration spatiale télescopique.

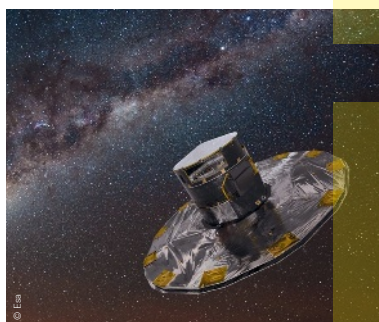


samedi 18 juin de 15h à 18h **Télescope spatial *James-Webb* : un œil neuf sur l'Univers**

Le télescope spatial *James-Webb* a atteint son orbite en janvier dernier à 1,5 million de kilomètres de la Terre. Il a pour missions, entre autres, de repérer les premières étoiles, planètes et galaxies, et d'observer leur évolution, de rechercher les composants essentiels à l'apparition de la vie dans l'atmosphère des exoplanètes.

Avec D. Elbaz, CEA; É. Habart, CNRS; P.-O. Lagage, CEA; Ph. Laudet, Cnes; L. Leboulleux, CNRS; N. Nesvadba, CNRS.

Animé par G. Dawidowicz, vice-président de la Société astronomique de France (Saf).



samedi 25 juin de 14h30 à 18h30 **Gaia, arpenteur de la galaxie**

Grâce au satellite européen Gaia, le catalogue d'étoiles de notre galaxie s'est enrichi avec une précision sans précédent! Quel rôle joue la coopération européenne dans l'établissement de ce catalogue? Comment est-il réalisé, et dans quel but? Quelles questions se posent à la lumière de ces nouvelles données?

Avec F. Arenou, CNRS, Observatoire de Paris / PSL; D. Hestroffer, Observatoire de Paris / PSL; P. Di Matteo, Observatoire de Paris / PSL; O. La Marle, Cnes.

Animé par G. Dawidowicz, vice-président de la Société astronomique de France (Saf).

Retrouvez le programme et les intervenants sur cite-sciences.fr

En partenariat avec



l'Observatoire de Paris | PSL



Science
tips



Sciences
Po

Cerveau
& Psycho

L'ASTRONOMIE

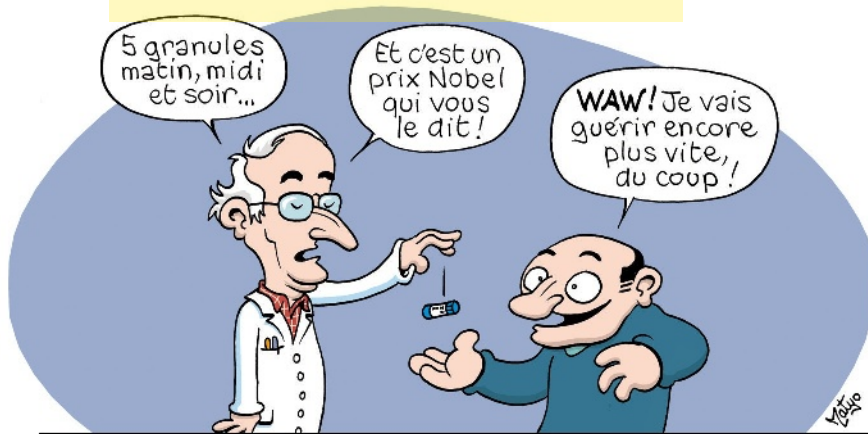


La chronique de
YVES GINGRAS

professeur d'histoire et sociologie des sciences
à l'université du Québec à Montréal, directeur scientifique
de l'Observatoire des sciences et des technologies, au Canada

COMMENT DISTINGUER LES EXPERTS DES « EX-PAIRS » ?

En sciences comme ailleurs, l'expertise
n'est jamais acquise pour toujours.



On n'aura probablement jamais autant usé du mot « expert » qu'au cours des deux dernières années. L'usage de ce mot semble suffire pour se rassurer sur la crédibilité des dires de la personne à qui on attribue cette qualité et sur le sérieux de ses affirmations.

Il faut cependant distinguer plusieurs catégories : d'abord les vrais experts, jugés crédibles par leurs pairs. Ensuite les « pseudo-experts », sans véritable carrière derrière eux et relativement faciles à débusquer. Enfin il y a celle qui m'intéresse ici et que j'appellerai la catégorie des « ex-pairs ». Ce sont des scientifiques qui jouissent d'une grande autorité – et souvent notoriété – pour leurs contributions scientifiques passées, mais qui, à un moment donné de leur carrière, ont dérapé sérieusement – aux yeux de leurs collègues et pairs à tout le moins – et se sont mis à propager des idées incompatibles avec le consensus scientifique,

c'est-à-dire avec l'état actuel des savoirs les mieux validés.

Ces dérapages sont complexes sur le plan psychologique et difficiles à expliquer. Les cas les plus intéressants d'ex-pairs sont ceux qui ont obtenu un prix

**Le seul critère
du prestige associé
à un prix ou à certaines
affiliations ne suffit pas**

Nobel, reconnaissance qui leur confère une marque suprême de légitimité scientifique. On peut même penser qu'un certain « effet Nobel » contribue parfois à une « fuite en avant » vers la pseudoscience. En effet, chez certains lauréats, l'obtention de cette reconnaissance les amène non seulement à se considérer soudain porte-parole de la science, mais aussi, se sentant

légitimés dans leur *génie*, à promouvoir des thèses dépassant très largement ce qu'ils sont capables d'avancer de manière plausible. Ils se comparent alors indûment à Galilée, incompris en son temps, et fustigent l'ensemble de la communauté scientifique qui refuse d'admettre leur théorie révolutionnaire.

Il arrive que le dérapage du Nobel se produise dans un domaine éloigné de son expertise réelle. Ainsi, Luc Montagnier, récompensé en 2008 – avec sa collaboratrice Françoise Barré-Sinoussi – pour la découverte du virus du sida, a été un ardent promoteur de la « mémoire de l'eau » dans les dix dernières années de sa vie. Cette théorie, jamais établie mais supposée expliquer l'efficacité de l'homéopathie, fait intervenir la physique quantique, science très distante de son domaine d'expertise, la virologie.

Mais d'autres ex-pairs sont plus difficiles à repérer, car ils appuient des idées plus proches de leur discipline. C'est le cas de Brian Josephson, lauréat du prix Nobel de physique en 1973, qui a lui aussi promu la mémoire de l'eau, de même d'ailleurs que la fusion nucléaire « froide ». Annoncé en grande pompe en 1989 par les électrochimistes Stanley Pons et Martin Fleischmann, ce « phénomène » est pourtant considéré comme non reproductible. Ce physicien peut donc sembler plus crédible que Montagnier, mais il rejette en fait l'ensemble des connaissances accumulées en chimie et en physique depuis le XVIII^e siècle – une situation peu plausible, car, de nos jours, même une « révolution scientifique » ne remet en cause qu'une petite région du savoir.

En somme, l'ex-pair est le plus difficile à reconnaître et le seul critère du prestige associé à un prix ou à certaines affiliations (CNRS, Harvard, MIT, etc.) ne suffit pas pour accréditer un véritable expert. Pour éviter de confondre expert et « ex-pair », il faut donc se tenir au courant de l'état des connaissances dans le domaine et consulter une grande diversité de spécialistes avant d'en propulser un sous les feux de la rampe. ■